

# Justice procès et procédures (fiche nationale)

RNCP34098 · RNCP · Publiée

## L'essentiel

|                         |                         |
|-------------------------|-------------------------|
| Niveau de qualification | Niveau 7                |
| Sigle                   | MASTER — Master         |
| Code(s) NSF             | 345t, 128               |
| Formacode(s)            | 13266                   |
| Code(s) ROME            | K1903, K1901            |
| Type d'enregistrement   | Enregistrement de droit |
| Date d'échéance         | 01/01/2024              |

## Certificateur(s)

- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040
- UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE · SIRET : 13002806100013
- UNIVERSITE DE RENNES · SIRET : 13003051300019
- UNIVERSITE D ARTOIS · SIRET : 19624401600016
- UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE · SIRET : 19762762300097
- LA ROCHELLE UNIVERSITE - UNIVERSITE DE LA ROCHELLE · SIRET : 19170032700015
- UNIVERSITE DE LA GUYANE · SIRET : 13002059700014
- UNIVERSITE DE CORSE P PAOLI · SIRET : 19202664900264
- UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013
- NANTES UNIVERSITE · SIRET : 13002974700016
- UNIVERSITE DIJON BOURGOGNE · SIRET : 19211237300019
- UNIVERSITE DE BESANCON - UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE · SIRET : 19251215000363
- UNIVERSITE DE BORDEAUX · SIRET : 13001835100010
- UNIVERSITE GRENOBLE ALPES · SIRET : 13002608100013
- UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013
- UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA (UPVD) · SIRET : 19660437500010
- UNIVERSITE DE RENNES I · SIRET : 19350936100013
- UNIVERSITE DE TOURS · SIRET : 19370800500478
- UNIVERSITE BREST BRETAGNE OCCIDENTALE (UBO) · SIRET : 19290346600014
- UNIVERSITE PARIS CITE · SIRET : 13002573700011
- UNIVERSITE DE TOULON · SIRET : 19830766200017
- UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE · SIRET : 19761904200017
- UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE · SIRET : 19141408500016
- UNIVERSITE DE POITIERS · SIRET : 19860856400375
- UNIVERSITE POLYTECHNIQUE HAUTS-DE-FRANCE (UPHF) · SIRET : 13002574500014
- UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE · SIRET : 19691775100014
- UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT ETIENNE · SIRET : 19421095100423

UNIVERSITE DE PARIS VIII.PARIS VINCENNES · SIRET : 19931827000014

UNIVERSITE D'EVRY VAL D'ESSONNE · SIRET : 19911975100014

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

## Résumé de la certification

### OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

### ACTIVITÉS VISÉES

- Conseil aux demandeurs en matière contentieuse
- Réalisation des formalités procédurales pour des tiers
- Suivi des procédures
- Détection des irrégularités
- Prévention des litiges
- Réalisation d'une recherche
- Rédaction de rapports et de dossiers

### COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Identifier

les principes directeurs du procès civil et la trame du procès civil : principe dispositif et principe de la contradiction

- Identifier les principes directeurs du procès arbitral
- Maîtriser les règles essentielles du contentieux administratif et en particulier la rédaction des actes de procédure devant le juge administratif (requête introductive d'instance, mémoire en défense, mémoire en réplique)
- Maîtriser la procédure contentieuse à savoir : déterminer le recours le mieux adapté à la difficulté juridique rencontrée, établir l'action en justice et de la diriger devant la juridiction compétente et enfin dégager les bons arguments juridiques susceptibles de faire triompher la partie qu'il est censé représenter.
- Décider de l'opportunité d'un recours
- Obtenir l'exécution d'un titre juridique
- Rédiger les différents types d'acte : rédiger l'exécution provisoire, la radiation du rôle, l'appel nullité et le devoir de secours et prestation compensatoire en appel
- Maîtriser stratégiquement les mesures conservatoires dans le déroulement du procès civil
- Maîtriser les différents délais
- Rédiger les actes de procédure pour l'autorisation d'inscription ou la mainlevée judiciaire des mesures conservatoires
- Développer des analyses personnelles sur une question relative aux droits fondamentaux
- Problématiser des questions ayant trait aux droits fondamentaux, émettre des propositions, ordonner ces propositions de manière rigoureuse et méthodique
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine - Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes

internationaux

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

## Blocs de compétences

### RNCP34098BC01 — Usages avancés et spécialisés des outils numériques

#### LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

### RNCP34098BC02 — Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés

#### LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

#### MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

### **RNCP34098BC03 — Communication spécialisée pour le transfert de connaissances**

#### **LISTE DE COMPÉTENCES**

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

#### **MODALITÉS D'ÉVALUATION**

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.  
Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

### **RNCP34098BC04 — Appui à la transformation en contexte professionnel**

#### **LISTE DE COMPÉTENCES**

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

#### **MODALITÉS D'ÉVALUATION**

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.  
Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

## **Secteur d'activité et type d'emploi**

#### **SECTEURS D'ACTIVITÉS**

- M69 : Activités juridiques
- M72 : Recherche Développement Scientifique
- O84 : Services de prérogative publique/ Défense, Justice

#### **TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES**

- Chargé de mission en secteur associatif, collectivité locale,
- Responsable de service juridique des collectivités locales, associations, organisations non gouvernementales.
- Juriste
- Greffier
- Médiateur judiciaire
- Consultant

## Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

|                                     |                                                                                                                            |
|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tension de recrutement (DARES 2024) | Modérée (3/5)<br>Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.                     |
| Facteurs principaux                 | Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible                                                                   |
| Salaire médian (mensuel)            | 2 462 €                                                                                                                    |
| Diplôme le plus fréquent            | Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi) |
| Familles professionnelles (FAP)     | L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)<br>P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)              |
| Projets de recrutement (BMO 2026)   | 4 050                                                                                                                      |
| Jugés difficiles à recruter         | 41 %                                                                                                                       |
| Emplois saisonniers                 | 5 %                                                                                                                        |
| Familles professionnelles (FAP)     | L5X91 — Juristes et avocats<br>P3X90 — Professionnels du droit                                                             |

## Voies d'accès

### MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

### COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

### COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition définie par le Code de l'éducation : article L613-4 modifié par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 78

## Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

|                         |                                                                                     |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Prise en charge usuelle | 6 876 €                                                                             |
| Selon la branche        | 6 161 € – 9 563 €                                                                   |
| Prise en charge         | Branches concernées                                                                 |
| 6 876 €                 | Valeur par défaut · 210 branches                                                    |
| 6 161 €                 | CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNE du notariat    |
| 9 563 €                 | CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes |

## Base légale

|                                     |            |
|-------------------------------------|------------|
| Date d'échéance de l'enregistrement | 01/01/2024 |
|-------------------------------------|------------|

## Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)  
RNCP38198

## Pour plus d'informations

### Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/34098/>

## Entrées et sorties de formation

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| Entrées en formation   | 8                 |
| Parcours menés à terme | 12                |
| Taux d'achèvement      | 150 %             |
| Période                | 04/2022 – 04/2024 |

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

## Demande CPF — formations engagées

|                          |                   |
|--------------------------|-------------------|
| Dossiers CPF engagés     | 14                |
| Montant total engagé     | 54 441 €          |
| Coût moyen par dossier   | 3 889 €           |
| Durée moyenne            | 281 h             |
| Période                  | 10/2020 – 12/2023 |
| France compétences       | 70 %              |
| Régions                  | 14 %              |
| Reste à charge titulaire | 8 %               |
| France Travail           | 8 %               |

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.